

Qui sommes-nous ? Analyses et propositions Chroniques Actualité Educ' pop' Points de repères Nos objectifs Nos priorités

Agenda



Les contradictions de Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon.

jeudi 29 novembre 2012

Auteur : par Texte du M'PEP



rechercher...

Accueil du site > Analyses et propositions > Politique > Partis et mouvements politique > Front de Gauche > Les contradictions de Pierre Laurent et (...)

LES CONTRADICTIONS DE PIERRE LAURENT ET JEAN-LUC MÉLENCHON

Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP).

Le 30 novembre 2012.

Deux déclarations faites récemment par des dirigeants du Front de gauche sont particulièrement inquiétantes. Elles ralentissent les mobilisations sociales immédiates et obscurcissent la perspective politique. La première vient de Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF), et porte sur l'appartenance du PCF à la majorité avec le Parti socialiste (PS). La seconde émane de Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de gauche (PG), et traite du système de l'Union européenne.

Les déclarations de Pierre Laurent sur l'appartenance du PCF à la majorité avec le PS

Dans une déclaration faite à la sortie d'un entretien avec le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, rapportée par l'agence Reuters (8 novembre 2012), Pierre Laurent affirme que le PCF et le Front de gauche ont « participé à la victoire d'une majorité politique au printemps et nous considérons que nous sommes dans cette majorité politique [...] mais il y a dans cette majorité un débat politique de fond ».

Cette orientation a été confirmée dans *L'Humanité* des 10 et 11 novembre 2012 par Eliane Assassi, présidente du groupe communiste républicain et citoyen (CRC) au Sénat, qui notait que « nous appartenons à la majorité parlementaire et nous travaillons à ce que la gauche réussisse ».

Dans un entretien publié par *L'Humanité* le 12 novembre 2012, Pierre Laurent affirmait encore que « le moment est donc venu pour les citoyens de gauche qui ont voulu le changement de réinvestir massivement le débat politique, de se mobiliser pour dire au gouvernement : c'est pour un autre cap que nous avons voté ». Pierre Laurent rappelait que « nous sommes dans la majorité qui a permis le changement ».

Cette ligne politique n'est pas nouvelle comme en témoigne un titre du journal *L'Humanité* du 18 juin 2012, page 9 : « Pas dans l'opposition mais dans la majorité pour réussir ». C'était une phrase issue d'un entretien avec Marie-George Buffet qui disait : « Nous ne sommes pas dans l'opposition mais dans la majorité de gauche de façon constructive, pour réussir ».

L'Agence France presse, dans une dépêche du 20 juin 2012, faisait état d'une déclaration d'André Chassaigne, président du groupe Front de gauche à l'Assemblée nationale, qui affirmait que son groupe se situera « clairement dans le cadre de la majorité de gauche ».

Il ne s'agit pas, ici, de faire un mauvais procès au PCF mais d'engager un débat politique de fond. Le PCF s'est mobilisé contre le TSCG. Il a voté contre la loi de programmation budgétaire 2012-2017. Il s'oppose souvent, au Parlement, aux mauvais textes du gouvernement. Cette attitude politique est conforme à ce qu'attendent du PCF les citoyens qui veulent un véritable changement, à gauche, contrairement au PS. C'est pourquoi l'appartenance revendiquée du PCF à la majorité avec les socialistes est choquante.

La position du PCF invite à réfléchir à cinq questions :

- Le PS est-il de gauche ?
- Y a-t-il eu un « changement » après l'élection présidentielle et les élections législatives ?
- Les électeurs du PS ont-ils voté pour le « changement » et pour un « autre cap » ?
- La « gauche » peut-elle « réussir » ?
- Quelles conséquences tirer de tout ceci ?

Le PS est-il de gauche ?

Pour le PCF (et le PG), la réponse est positive. Il est vrai qu'il existe encore au PS des militants de gauche, y compris à la direction de ce parti. Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel est que le PS, depuis son revirement de 1982-1983, qu'il n'a jamais renié et dans lequel il s'est installé, mène des politiques néolibérales. Il a renoncé au changement de société et sert de marchepied à la carrière de gens pressés et ambitieux. C'est un parti de notables dont un certain nombre sont corrompus ou pratiquent le népotisme et le clientélisme.

Il y a longtemps – une trentaine d'années – que le PS n'est plus de gauche. Ses programmes, sa gestion locale, sa pratique gouvernementale en témoignent. Mais alors pourquoi le PCF et le PG considèrent-ils que le PS est toujours de gauche alors que rien, objectivement, ne permet de soutenir cette thèse ? Pourquoi aucun débat n'a lieu sur cette question ?

Y a-t-il eu un « changement » après l'élection présidentielle et les élections législatives ?

Le programme du PS est un programme parfaitement compatible avec la doxa néolibérale et les préceptes de l'eurolibéralisme. Il ne contient aucune avancée sociale digne des grandes poussées de la gauche comme en 1936, 1945, 1981. C'est même le contraire puisque le nouveau président de la République se fixe comme priorité le désendettement de la France, c'est-à-dire l'austérité, alors qu'il faudrait annuler et restructurer la dette publique, mener une politique de relance.

Avant même les élections il était parfaitement évident que le rapport des forces qui serait issu de la présidentielle et des législatives ne permettrait pas au Front de gauche de faire admettre la moindre proposition significative de son programme au PS. Seules des luttes sociales puissantes seront susceptibles de permettre des avancées sociales que le PS refuse aujourd'hui. Même si des millions de citoyens sont heureux de la disparition de Nicolas Sarkozy de la scène politique, son programme néolibéral continue par l'entremise de François Hollande.

Les électeurs du PS ont-ils voté pour le « changement » et pour un « autre cap » ?

Si le « changement » désigne la volonté de battre Sarkozy, la réponse est oui. Si le « changement » porte sur les politiques économiques et sociales, la réponse est beaucoup plus ambiguë. Beaucoup d'électeurs qui ont voté pour les socialistes ne voulaient pas de changement d'orientation économique et sociale car, d'une part, ce

Propulsé par SPIP | RSS 2.0 | Espace privé | Plan du site | Tous les articles | FAQ | Navigateur conseillé:  FIREFOX
 n'est pas ce que proposait le PS, et d'autre part ils ne croient pas que cela soit possible dans le cadre de la mondialisation. L' « autre cap » que voulait une majorité d'électeurs du PS était de se débarrasser de Sarkozy.

La « gauche » peut-elle réussir ?

Quelle gauche ? Le PS ? Réussir à quoi ? Il serait temps de réussir à se libérer des illusions. Le PS n'a pas de politique de gauche et ne peut donc pas réussir à mettre en œuvre une politique pour laquelle il ne se prononce pas. Tout est déjà écrit. Le PS reste aligné – depuis 1982-1983 – sur les politiques néolibérales, c'était dans son programme (même si ce n'était pas écrit comme cela). Il va aggraver le chômage et les difficultés de la population, il sera battu aux prochaines élections, une droite plus dure reviendra aux affaires avec un FN encore plus menaçant. C'est écrit, et c'est cela qu'il faut faire capoter.

Quelles conséquences tirer de tout ceci ?

S'il veut être à l'offensive et se présenter comme une véritable alternative, le Front de gauche doit se placer dans l'opposition de gauche au gouvernement socialiste et se fixer l'objectif électoral clairement formulé de passer devant le PS.

La posture politique du PCF, qui se déclare faire partie de la majorité avec le PS, ne pourra pas rester telle quelle encore très longtemps. Idem pour le PG qui prône le « ni-ni » (ni dans la majorité, ni dans l'opposition). Elle signifie que n'étant ni dans la majorité ni dans l'opposition, le PG est nulle part ! La gauche radicale (le Front de gauche se revendique-t-il de la gauche radicale ?) ne peut pas et ne doit pas participer à un gouvernement avec le PS, sauf lorsqu'elle passera devant ce dernier. L'inverse n'est pas possible et signifierait l'alignement de la gauche radicale sur les positions social-libérales du PS.

Pour changer la vie, comme on disait dans les années 80, il faut qu'un bloc animé par la gauche radicale passe devant le PS. Il faudra, pour y parvenir, décrocher la gauche du PS. Mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel se trouve chez les classes populaires, notamment les abstentionnistes : ouvriers, employés, chômeurs, travailleuses et travailleurs précaires, jeunes et moins jeunes... Ils attendent des paroles fortes, mais aussi des propositions concrètes et crédibles, opérationnelles, des mesures radicales rompant avec l'ordre ancien. Une perspective.

Comment peut-on expliquer l'obstination de la direction du PCF à maintenir l'appartenance de ce parti à la majorité avec le PS ? La réponse est probablement à rechercher du côté des élections municipales de 2014. Depuis trente ans, le PCF s'affaiblit dans les communes, élection après élection, par exemple : perte du Havre en 1995 ; Nîmes et Argenteuil en 2001 ; Calais, Aubervilliers, Montreuil en 2008. Désormais le PCF ne gère plus qu'une seule ville de plus de 100 000 habitants (Saint-Denis) mais en a perdu le député en 2012. Si le PCF continue à ne pas voter les textes du gouvernement au Parlement (celui sur le budget sera décisif), le PS menace de transformer le premier tour des municipales de 2014 en primaires, notamment dans les villes encore dirigées par le PCF. C'est du chantage. La direction du PCF va-t-elle y céder ?

Les élus locaux du PCF, dans le cas le plus général, ont une bonne image auprès de la population. Ils devraient accepter la confrontation avec le PS. Pour mettre le maximum d'atouts de leur côté, ils pourraient largement rassembler autour d'eux et incarner, de cette manière, la nouvelle force qui aspire à devenir majoritaire à gauche. Dommage que le prochain congrès du PCF n'évoque pas ces questions pourtant fondamentales. De toute manière le PS attaquera sans vergogne les municipalités encore dirigées par le PCF comme il l'a fait aux élections précédentes. Ce dernier a donc tout intérêt – pas seulement pour lui mais pour les populations qui ont besoin d'avoir des élus bien à gauche - à faire les bonnes alliances et à se préparer à l'affrontement.

La position obscure de Jean-Luc Mélenchon sur le système de l'Union européenne

L'entretien donné par Jean-Luc Mélenchon au journal du Parti ouvrier indépendant (POI), *Informations ouvrières* n° 224 du 1er au 7 novembre 2012, est très intéressant dans le sens où il confirme sa totale ambiguïté sur les questions européennes. Certes, Jean-Luc Mélenchon réaffirme ce qu'il a déjà dit (mais pas le Front de gauche) : il s'agit pour lui de passer devant le PS aux élections européennes de 2014. Mais pour quoi faire ? C'est là que les choses se gâtent.

D'abord, selon lui, « *la clé d'entrée [dans le Front de gauche] c'est le refus des traités européens, de tous les traités* ». Mais alors pourquoi la lettre du PG qui, au contraire, explique que le M'PEP « *porte deux revendications qui diffèrent franchement du programme du Front de gauche : la sortie de l'euro et de l'Union européenne. [...] Il s'agit d'une divergence majeure. Et on voit bien du coup qu'il serait impossible à notre candidat [Jean-Luc Mélenchon] d'assumer cette contradiction interne au Front de gauche pendant la campagne. C'est toute la cohérence de cette dernière qui serait fragilisée* ».

Jean-Luc Mélenchon et le PG ne jouent-ils pas un double jeu et ne pratiquent-ils pas le double langage ? En effet, en voulant sortir de l'UE et de l'euro, le M'PEP répond parfaitement au critère fixé par Jean-Luc Mélenchon pour entrer au Front de gauche : le « *refus* » de tous les traités européens. A moins que Jean-Luc Mélenchon fasse une distinction, non explicite, entre « *le refus des traités européens* » et la sortie de l'UE et de l'euro. Si on comprend bien, le PG estime que le « *refus des traités européens* » est la « *clé* » pour entrer au Front de gauche, mais que ce « *refus* » ne peut pas aller jusqu'à sortir de l'UE et de l'euro. Mais alors jusqu'où va ce « *refus* » ? Jean-Luc Mélenchon ne le dit pas.

Ensuite, Jean-Luc Mélenchon reprend les positions habituelles du PG (« *il faut sortir des traités européens* ») et du Front de gauche (« *s'affranchir des traités européens* »). Nous ne savons toujours pas, à cette étape, ce que ces notions veulent dire puisque les notions de « *sortir* » et « *s'affranchir* » ne sont jamais définies. Il faut continuer la lecture de l'entretien de Jean-Luc Mélenchon avec *Informations ouvrières* pour découvrir que « *si c'est moi qui avait été élu, j'aurais soumis à référendum l'abandon des traités actuels et une autre orientation européenne pour notre pays* ». Cette position est celle de Jean-Luc Mélenchon et pas celle du Front de gauche qui ne propose pas de référendum sur la question des traités. Rappelons d'ailleurs que c'est ce que le M'PEP a proposé au Front de gauche en reprenant leur idée de référendum sur le nucléaire mais en l'appliquant à la participation de la France à l'UE et à la zone euro. Le Front de gauche, à l'époque, avait refusé.

Essayons de comprendre ce que signifient les propos de Jean-Luc Mélenchon. Si, par référendum, les Français « *rejetent* » les traités européens (pour clarifier les choses, Jean-Luc Mélenchon devrait dire quelle serait la question posée aux Français et quels seraient les traités concernés), la conséquence pratique sera que la France ne fera plus partie de l'Union européenne. Est-ce cela que veut Jean-Luc Mélenchon ? Si oui, pourquoi ne le dit-il pas clairement ? Si non, s'il veut rester dans l'UE après que les Français aient rejeté par référendum les traités européens (en réalité seul compte le traité de Lisbonne), comment est-ce possible ? Pourquoi ne le dit-il pas pour être convaincant ? Ajoutons que le rejet par les Français des traités européens entraîne ipso facto la sortie de la France de la zone euro. Jean-Luc Mélenchon a-t-il compris cela ? Pourquoi ne le dit-il pas, s'il l'a compris ? Pourquoi dit-il pendant sa campagne « *l'euro est à nous* », et après la campagne qu'il faut un référendum pour « *sortir* » des traités européens et donc sortir de l'euro ?

Pouvons-nous être d'accord avec cette façon de faire de la politique ? Ambiguïtés, calculs, imprécisions : tout est fait, en disant tout et son contraire, pour ratisser le maximum d'électeurs, peu importe si les bases sont floues.

L'exemple de la « désobéissance européenne » est, à cet égard, un véritable cas d'école

Beaucoup de militants s'étaient réjouis, en prenant connaissance du programme du Front de gauche, d'y lire qu'une référence à la « *désobéissance européenne* » y figurait. Certes, elle était particulièrement floue et n'engageait à rien, mais elle y était et on pouvait penser que c'était un premier pas qui serait suivi par d'autres, que le Front de gauche bougeait. Patatras ! Voilà ce que dit Jean-Luc Mélenchon dans son entretien avec le journal du POI : « *dès lors que nous serions au pouvoir, nous entrerions dans un cycle de désobéissance. Mais attention : dans la conduite des affaires publiques, nous sommes intéressés à ce que les traités en général soient respectés. Notre cycle aussi est engagé par sa signature* » !

Comment comprendre qu'il soit possible, d'un côté, de « *rejeter* » les traités par référendum, d'un autre côté de « *désobéir* » à l'UE et donc aux traités qui la fondent que l'on vient de « *rejeter* », tout en « *respectant* » ces mêmes traités auxquels on vient pourtant de « *désobéir* » et que l'on a même « *rejetés* » ? Ce n'est pas sérieux !